

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1105

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

19 novembre 1992 - n° 1105
Hebdomadaire romand
Trentième année

Tout compte fait

Jamais votation populaire n'aura donné lieu à un tel déchaînement comptable. L'Espace économique européen examiné sous tous les angles, soupesé, que rapportera-t-il aux consommateurs, aux jeunes, aux locataires, aux salariés, aux entrepreneurs ? Et qui souffrira de l'intégration de l'économie helvétique dans le grand marché européen ?

Jusqu'à il y a peu, les appréciations pessimistes trouvaient un terrain propice dans la prospérité du pays; quand tout va bien ou simplement mieux qu'ailleurs, il est difficile de faire miroiter l'attrait du changement. «Un tien vaut mieux que deux tu l'auras» est un dicton qui parle à notre pragmatisme prudent.

Aujourd'hui le contexte a radicalement changé; la détérioration rapide de la situation économique montre à l'évidence la dépendance dans laquelle nous sommes de la scène internationale. La plupart des risques évoqués d'un rapprochement avec l'Europe se sont matérialisés avant même que nous ayons franchi la porte de l'EEE. Les chances de voir une majorité approuver le traité ont-elles pour autant augmenté ? En bonne logique elles devraient être meilleures, mais la psychologie nous apprend qu'un choc peut aussi bien être salutaire que susciter le repli.

Cette argumentation en forme de carnet du lait fait les délices des opposants à l'EEE qui, morosité ambiante et inquiétudes légitimes aidant, noircissent à l'envi le sort d'une Suisse économiquement intégrée. Leur tâche est d'autant plus facile que les experts ne risquent que des pronostics flous et parfois contradictoires; et qu'à cette aune-là toutes les catégories de la population ne bénéficieront pas d'avantages directs et concrets.

L'examen des pertes et profits est bien sûr justifié puisqu'il s'agit au premier chef d'un traité de nature économique et que de la création d'un marché unique ses membres attendent une prospérité accrue. Mais ce seul point de vue ne permet pas de trancher de manière catégorique; surtout il ne suffit pas à rendre compte de l'enjeu. Car ce n'est pas

seulement de libre circulation qu'il s'agit, ni de croissance et de niveau de vie, mais de l'organisation d'un continent à l'aube d'une nouvelle période de l'histoire.

Les opposants à l'EEE, de gauche comme écologistes, l'ont bien compris. Au-delà de la comptabilité détaillée, c'est le projet et ses finalités qu'ils contestent. Selon eux, l'Europe des marchands se construit sur l'illusion de la croissance continue, sur le pillage des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement, sur l'élargissement du fossé entre nantis et pauvres d'ici et des pays les plus démunis. Aux conflits armés elle substitue la guerre économique dont les champs de bataille sont jonchés de cadavres sociaux et écologiques. Et, comble de l'insupportable, ce projet se développe sans véritable participation démocratique des populations concernées.

Nous partageons en partie ces critiques. Mais la conclusion qu'en tirent les opposants rouges-verts est erronée. Les transformations qu'ont connues le monde et l'Europe à la fin de la décennie quatre-vingt ne permettent plus que nous restions spectateurs dans les gradins. Parce que l'ordre politique de l'après-guerre s'est effondré et qu'un nouvel ordre s'ébauche pour parer au chaos et aux incertitudes. Et dans cette entreprise, il n'y aura plus de spectateurs; le choix n'est qu'entre une coopération active ou une soumission passive à une évolution façonnée par d'autres.

L'erreur est de croire qu'on peut attendre dehors la réalisation d'une Europe à notre convenance, alors qu'un processus est en marche auquel nous avons maintenant la possibilité d'apporter notre contribution. Affirmer son identité aujourd'hui en Europe, c'est participer à cette construction qui est encore loin du bouquet final, c'est développer ses objectifs. Une entreprise dont l'urgence est à la mesure de la multiplication des manifestations d'intolérance et de nationalisme. Pour la Suisse, l'adhésion à l'EEE est un pas minimal.

JD